

Le 29/09/2015

Compte-rendu du CTL du 23/09/2015

La DDFIP 54 bouffe la grenouille.

Point sur l'exécution budgétaire au 31/08/2015.

La DDFIP attend avec impatience le versement de 800.000 € pour finir l'année.

Nous déplorons que la délégation-Est installée au 10ème étage ne participe pas aux dépenses de sécurité à moins qu'elle n'ait pas d'alarme incendie (un manque de 40.000€. Peut être dédié aux frais de bouche).

Information sur le recrutement des apprentis.

2 apprentis sont recrutés pour le SIP-SIE de LONGWY, c'est un contrat de droit privé qui relève du code du travail. La formation durera 2 ans en vue d'obtenir un DUT mention GEA.

Pour M. SAILLARD, c'est notre moyen de lutter contre le chômage des jeunes.

Mais la précarité rentre dans notre administration ! C'est un cheval de Troie.

Organisation du CSP (contrôle sur pièces).

La direction veut mettre en place une cellule CSP regroupant les cellules de Nancy et de Vandoeuvre.

Cette cellule interviendra sur le CSP des dossiers des SIP de Nancy et de Vandoeuvre mais également sur ceux de Longwy.

La cellule sera composée des agents des SIP de Nancy et Vandoeuvre. Ces agents resteront dans leur service. Pour le moment dixit Ganz-L'en-rumeur. Mais à propos, où est passé M. Zimmermann ? Peut-être n'était-il pas intéressé par la disparition des trésoreries ?

Malgré l'opposition des agents concernés, les applications ALPAGE/FLICAGE et ILIAD-IS seront renseignées.

REPRISE ET SUITE DU 23/09/2015 :

Après lecture d'une liminaire commune, reprise d'un pseudo dialogue social. M. SAILLARD applique les notes de la DGFIP à la lettre sans état d'âme.

Réorganisation du réseau au 1^{er} janvier 2016.

Pour M. ZIMMERMANN, l'application est imminente mais retardée suite à des manifestations des élus.

M. SAILLARD précise que les élus qu'il a rencontrés, n'ont pas protesté mais il n'est pas psychologue....

Solidaires finances publiques a confirmé son vote du 15/09 en votant à nouveau contre.

Temps de travail de l'EDR (Echelon départemental de renfort).

Tout le monde pointe à partir du 1^{er} octobre.

A notre demande, M. WILLER confirme que l'EDR est en mission permanente et que ses agents sont remboursés de leurs frais de déplacement.

Pour Solidaires Finances Publiques, leur temps de travail doit être décompté à partir de leur domicile.

Conformément à l'article 34 du règlement intérieur du CTL, nous demandons que ce dispositif soit soumis à un vote car celui-ci concerne l'organisation et le fonctionnement d'un service ainsi que les méthodes de travail et leurs incidences sur le personnel. Refus manu militari de M. SAILLARD.

Click easy.

Comme son nom l'indique, c'est facile. Disponible à partir du 5 octobre au SPF de NANCY, à la trésorerie amendes d'ESSEY LES NANCY, au SIP de NANCY OUEST et au SIE de NANCY NORD EST.

Le référent est M. LUSQUE.

Le projet CLIC'ESI consiste à traiter en filière industrielle dans un établissement de services informatiques (ESI), certains courriers actuellement édités, mis sous pli et affranchis dans les services de la direction.

Les agents recevront un guide d'utilisation de l'imprimante virtuelle.

Quant à la procédure, on s'assied dessus !

Entretien d'évaluation des agents Berkani.

Suite à une note de la DGFIP d'août 2015, les agents Berkani devaient avoir un entretien d'évaluation pour le 31 août 2015. Application manu militari dans le 54, 20 agents ont été entretenus, le 21ème étant en maladie.

Quant à savoir si les chefs de service qui ont évalués ces agents les ont informés sur leur droit individuel à la formation (DIF) et sur le DUERP

Ce n'est quand même pas la direction qui va donner à ces agents des leçons d'entretien !

Annulation des télédéclarations dans les SIP (contrôle PPE).

L'archange Gabriel (GANZENMULLER) ne fait pas preuve d'angélisme. Les fraudeurs à la PPE ne sont pas de pauvres bougres et les petites fraudes font les grands fraudeurs. Il est la déclinaison locale de la «Task Force» de la DGFIP.

C'est le contrôle de réseaux frauduleux qui se met en place. Petit flash back, la PPE a été mise en place en 2001 par M. FABIUS, les fraudeurs ont eu le temps de faire de grandes rivières...

C'est comme dans la charge zéro-hic, la Task Force comme la cavalerie arrive à la fin du film.

Pour le contrôle du CICE, M. GANZENMULLER joue à l'angélisme. Le contrôle est effectué par l'URSSAF.

Au niveau des SIE, on paye manu militari.

Information sur les Pôles juridictionnels.

Dès septembre 2016, 31 pôles juridictionnels seront en charge des instances de contentieux fiscal devant les Tribunaux Administratifs (TA). Ces pôles seront implantés là où il y a un TA. Le rôle et le fonctionnement des SCAD ne sont pas modifiés. Les pôles seront dans les divisions des affaires juridiques (affectation de rédacteurs au pôle) et supposent une réorganisation des porte-feuilles au sein des DAJ. Les agents qui souhaitent intégrer ces pôles devront déposer une demande de mutation pour septembre 2016 sur la RAN où seront implantés les pôles, au sein de la structure DIR.

Analyse de Solidaires Finances Publiques 54 : cette réorganisation a comme seul objectif un alignement des services avec la géographie des TA, puisque le traitement de la mission juridictionnelle donne déjà satisfaction dans sa forme actuelle.

Nous avons revendiqué qu'un nombre suffisant d'agents soit affecté à la mission juridictionnelle car il est prévu un volume de 80 dossiers traités par an et par rédacteur, ce qui voudrait dire deux dossiers à traiter par semaine. Corrélativement, il ne faut pas dénuder la mission contentieuse et nous avons demandé la tenue d'un CHSCT sur la réorganisation au sein de la direction. L'expertise et le soutien demandé par les agents ne peut avoir comme seule réponse l'hyper-spécialisation de certains et de laisser le travail de masse aux autres...

Questions diverses

M. Ganz-l'en-rumeur nous annonce que la BRF (Brigade Régionale Foncière) qui dépend de la Direction Régionale de Metz pourrait rejoindre le département du 54 avec un effectif de 8 agents. Ceci n'est pas une rumeur.

Par contre, sur le rapatriement de l'établissement des quitus fiscaux sur un SIE de Nancy, il dit y avoir pensé mais il ne peut pas le faire !!! pour l'instant...fausse rumeur.

Quant aux petits SPF(service de publicité foncière), c'est ce refrain : « j'voudrais ben mais j'peux point !!!. »

Sur le site de Longwy ,nous avons demandé que les agents gardent le lave vaisselle et le frigo dans le local du restaurant administratif qui vient de fermer. M SAILLARD nous renvoie à la délégation des services Sociaux; Nous avons aussi demandé que les collègues bénéficient des titres-restaurants pendant toutes les vacances scolaires. L'inspecteur NANQUETTE mène l'enquête.

Nous avons demandé un suivi sur l'évolution du PRS depuis qu'il a été créé.

Nous pouvons déjà vous dire que le leit-motiv de ces trois CTL fût dixit l'administration chantant in petto :

« On ne s'interdit pas de réfléchir ».

Nous pouvons lui répondre :

« On consulte le miroir car il est capable de réflexion »(Tristan Bernard).

M SAILLARD, toujours aussi rigide, concernant le droit des agents, nous fait une éloge dithyrambique sur la nécessité de flexibilité pour leur gestion. Jusqu'à nous confier son souhait de voir la disparition des RAN. Non pour retrouver une affectation stricte à la commune, mais pour disposer d'une armée d'ALD. M. SAILLARD oublie qu'il a bénéficié tout au long de sa valeureuse carrière de la protection et du renfort de l'armure du statut de la Fonction Publique. Comme lui, les anciens Bayard « chevaliers sans peur et sans reproche » se sont mués en Braillard à faire peur et à reproches aux fonctionnaires sur leurs droits. Seulement, nous ne sommes plus au temps de la Renaissance, mais au temps de la dégénérescence de la DGFIP.

Nos Directeurs ont certes conservé leur armure des temps féodaux, mais leur casque du futur, est celui de Dark Vador « Je suis ton père et gagne (toujours plus) ».

En Conclusion « **Sortons de la marmite** » et appelons au sursaut évolutif des grenouilles conscientes.